



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Organisation  
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: [codex@fao.org](mailto:codex@fao.org) - [www.codexalimentarius.org](http://www.codexalimentarius.org)

Point 4 de l'ordre du jour

CX/FICS 24/27/4

Juillet 2024

**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES**  
**COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION**  
**DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES**

**Vingt-septième session**

Cairns (Australie)

**16 – 20 septembre 2024**

**PROJET DE CONSOLIDATION DES DIRECTIVES DU CODEX RELATIVES À L'ÉQUIVALENCE**  
**(à l'étape 3/4)**

(Préparé par un groupe de travail électronique<sup>1</sup> animé par la Nouvelle-Zélande avec les États-Unis d'Amérique et le Kenya)

Les membres et observateurs du Codex qui souhaitent formuler des observations aux étapes 3/4 sur le présent avant-projet (annexe) sont invités à le faire conformément aux recommandations établies dans la lettre circulaire CL 2024/70/OCS disponible sur le site Internet du Codex/Lettres circulaires 2024 : <http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/circular-letters/fr/>.

## INTRODUCTION

1. À sa 24<sup>e</sup> session (2018), le CCFICS a examiné la consolidation des directives du Codex relatives à l'équivalence<sup>2</sup>.
2. À l'issue d'un échange de vues, un document de projet pour un nouveau travail a été élaboré par un groupe de travail intrasession et, après avoir été examiné lors de la 24<sup>e</sup> session du CCFICS, a été soumis à la Commission du Codex Alimentarius (ci-après « la Commission ») pour approbation à sa 42<sup>e</sup> session (REP19/FICS, annexe II). Le Comité est par ailleurs convenu de charger le GTE, reconstitué sous la présidence de la Nouvelle-Zélande et la coprésidence des États-Unis d'Amérique et du Chili, d'entamer le travail de consolidation tout en poursuivant le parachèvement des travaux sur l'avant-projet de *Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de systèmes nationaux de contrôle des aliments*<sup>3</sup>.
3. La proposition de nouveau travail a été soumise à l'examen critique du Comité exécutif lors de sa 77<sup>e</sup> session. Dans son rapport (CX/EXEC 19/77/2 Rev.1 Annexe 1), celui-ci note que la consolidation de toutes les orientations du Codex relatives à l'équivalence (y compris les orientations et le projet de directives sur la reconnaissance et le maintien de l'équivalence de SNCA) sera utile pour les autorités nationales, notamment des pays en développement, et contribuera à assurer des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires. À sa 77<sup>e</sup> session, le Comité exécutif a recommandé l'approbation de ce nouveau travail par la Commission, à sa 42<sup>e</sup> session, laquelle lui a donné une suite favorable en juillet 2019<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Le groupe de travail électronique était composé de représentants de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Chine, de la Commission européenne, du Costa Rica, de l'Équateur, des États-Unis d'Amérique, du Ghana, du Guatemala, du Honduras, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, du Kenya, du Maroc, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, du Pérou, de la République de Corée, du Royaume-Uni, du Sénégal, de Singapour, de la Suède, de la Tanzanie et de la Thaïlande.

<sup>2</sup> REP19/FICS, par. 26 – 31

<sup>3</sup> REP19/FICS par. 16 – 32

<sup>4</sup> REP19/CAC – paragraphe 96 et annexe V

4. Le mandat du GTE était d'« entamer le travail de consolidation de toutes les orientations du Codex relatives à l'équivalence et d'élaborer une proposition à diffuser pour observations à l'étape 3 et pour examen par le CCFICS à sa 25<sup>e</sup> session »<sup>5</sup>, initialement prévue du 27 avril au 1<sup>er</sup> mai 2020.
5. Les travaux ont débuté en 2019 dans le cadre du forum électronique du Codex et ont été décomposés en plusieurs étapes, car le président (et les coprésidents) du GTE étaient d'avis que le processus par étapes du Codex relatif au projet de Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de systèmes nationaux de contrôle des aliments devait être achevé avant que la rédaction d'un texte consolidé ne soit entamée.
6. La première a consisté à confirmer quels textes du Codex et quelles sections ou quels paragraphes de chaque texte devaient être inclus, et à présenter une première indication du type de travail à entreprendre – par exemple, amendement rédactionnel, révision, suppression ou examen – dans le cadre de la consolidation. Cette évaluation initiale a identifié trois textes devant être inclus dans ce travail de consolidation : les *Directives sur l'élaboration d'accords d'équivalence relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires* (CXG 34-1999), les *Directives sur l'appréciation de l'équivalence de mesures sanitaires associées à des systèmes d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 53-2003) et, une fois achevées, les *Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA)* ; ainsi que des sections spécifiques des *Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires* (CXG 26-1997) (section 5 et paragraphe 55). Pour ce qui est des autres textes du CCFICS, ils contiennent soit une déclaration générale relative à la reconnaissance du système de contrôle des aliments d'un pays exportateur et ne sont pas spécifiques à l'équivalence, soit des références spécifiques à un ou plusieurs textes du CCFICS à prendre en compte pendant le travail de consolidation. Un examen de ces textes devra ainsi être dûment entrepris une fois que le travail de consolidation sera achevé.
7. En octobre 2020, les membres et les observateurs du Codex ont été informés<sup>6</sup> que le GTE poursuivrait son travail en raison du report de la 25<sup>e</sup> session du CCFICS à 2021 (consécutif à la pandémie de COVID-19).
8. À sa 25<sup>e</sup> session (2021), le CCFICS a examiné le document CX/FICS 21/25/7 (annexes I et II) [REP21/FICS par. 85-90] et est convenu de :
  - i. poursuivre les travaux sur le projet de directives Codex consolidées relatives à l'équivalence, comme indiqué dans le document CX/FICS 21/25/7; et
  - ii. mettre en place un GTE, présidé par la Nouvelle-Zélande et coprésidé par les États-Unis d'Amérique et le Kenya, travaillant en anglais uniquement, pour poursuivre les travaux de consolidation des directives du Codex sur l'équivalence. Le rapport du GTE devrait être présenté au moins trois mois avant la tenue de la 26<sup>e</sup> session du CCFICS.
9. La 26<sup>e</sup> session a été reprogrammée du 1<sup>er</sup> au 5 mai 2023 en raison de la pandémie. Le GTE a poursuivi ses travaux, notamment l'élaboration d'un cadre amélioré, puis s'est concentré sur l'élaboration de principes, en s'inspirant du texte existant du CCFICS. Un atelier virtuel sur l'équivalence, ouvert à tous les membres et observateurs du Codex, a également été organisé en septembre 2022.
10. Après de nouvelles révisions tenant compte des débats de l'atelier, un projet complet de texte consolidé sur l'équivalence a été diffusé en tant que CX/FICS 23/26/5 et les observations sollicitées par lettre circulaire (CL2023/10/OCS-FICS) ont été publiées sous la cote CX/FIC 23/26/5 Add 1. Une réunion du groupe de travail physique s'est tenue le 30 avril juste avant la 26<sup>e</sup> session du CCFICS et a examiné les observations reçues.
11. À sa 26<sup>e</sup> session (2023), le CCFICS est convenu d'examiner le projet de texte consolidé révisé par le groupe de travail physique et présenté en tant que CRD2 et a procédé à l'examen du texte paragraphe par paragraphe. À l'issue des débats, le CCFICS est convenu<sup>7</sup> :
  - i. Que l'objectif de ce travail était de produire un texte consolidé en veillant à ce que toutes les questions essentielles figurant dans les textes existants du CCFICS soient dûment prises en compte, la révocation ultérieure des textes existants devant être confirmée au moment de la finalisation de la consolidation par le CCFICS.

<sup>5</sup> Par. 32 iii) b), REP19/FICS

<sup>6</sup> CX/FICS 20/25/7 Add 1 – Note explicative 3

<sup>7</sup> REP23/FICS paragraphe 68

- ii. De maintenir à l'étape 4 le texte des sections « 1 Préambule », « 2 Champ d'application », « 3 Objet » et « 4 Principes » de l'annexe V, en notant que les dispositions pourront continuer de faire l'objet d'observations.
  - iii. De renvoyer le reste du projet de principes et de directives présenté à l'annexe 1 du document CX/FICS 23/26/5 à l'étape 2 pour refonte en tenant compte des débats de la 26<sup>e</sup> session et des observations écrites reçues.
  - iv. De créer un GTE ouvert à tous les membres et observateurs, présidé par la Nouvelle-Zélande et coprésidé par les États-Unis d'Amérique et le Kenya, travaillant uniquement en anglais, avec le mandat suivant :
    - préparer un projet révisé de consolidation des directives du Codex relatives à l'équivalence en tenant compte des observations écrites reçues et reproduites dans le document CX/FICS 23/26/5 Add 1 et les documents de séance 6, 13, 17, 21, 22 et 26 et des observations formulées et examinées par la 26<sup>e</sup> session, en vue de la diffusion de l'ensemble du texte pour observations et examen lors de la 27<sup>e</sup> session ;
    - soumettre le rapport du GTE au moins trois mois avant la tenue de la prochaine session.
  - v. De laisser ouverte la possibilité d'organiser une session présentielle du groupe de travail immédiatement avant la prochaine session du CCFICS et/ou une réunion intersession virtuelle, afin d'aborder les questions en suspens.
12. À sa 26<sup>e</sup> session (2023), le CCFICS a achevé l'examen du projet de Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de SNCA et a recommandé son adoption aux étapes 5 et 8. À sa 46<sup>e</sup> session, la Commission du Codex Alimentarius a adopté les directives sous la cote CXG 101-2023.

## MÉTHODOLOGIE/APPROCHE

13. Le GTE a reconnu que ce travail de consolidation doit donner lieu à deux réalisations clés, à savoir la rationalisation et l'actualisation du texte. Il a estimé que le point de départ le plus approprié était de : *dresser un cadre ou une ébauche des sections qui doivent figurer dans un nouveau texte unique puis, une fois approuvé, y insérer le contenu pertinent provenant des quatre textes identifiés dans ces sections.* Cette approche, qui se concentre d'abord sur la structure et les concepts plutôt que sur un libellé spécifique, tient compte du fait que les différents textes sur l'équivalence ont été élaborés sur une période de plus de vingt ans, et contribuera donc à atteindre l'objectif de rationalisation. Elle permet de supprimer les chevauchements et les orientations parfois contradictoires que l'on peut trouver dans les textes actuels.
14. Une première proposition de cadre pour un texte unique consolidé a été présentée dans l'annexe II du document CX/FICS 20/25/7. Un appel à observations formelles, à remettre avant le 1<sup>er</sup> mai 2020, a été lancé par lettre circulaire (CL 2020/03 FICS).
15. En octobre 2020, les membres et les observateurs du Codex ont été informés<sup>8</sup> qu'à la suite du report de la 25<sup>e</sup> session du CCFICS à 2021 (consécutif à la pandémie de COVID-19) le GTE poursuivait son travail, notamment l'examen des observations reçues et publiées dans le document CX/FICS 20/25/7 Add 1<sup>9</sup>.
16. Le président et les coprésidents du GTE sont convenus que les observations formelles reçues en 2020 étaient utiles et clarifient l'approche ainsi que les questions à prendre en compte dans le cadre des prochaines étapes. Ces observations ont été présentées à nouveau à la 25<sup>e</sup> session dans le document CX/FICS 21/25/7 (annexes I et II) en proposant une approche pour les prochaines étapes.
17. À sa 25<sup>e</sup> session (2021), le CCFICS est convenu de poursuivre la consolidation et a reconstitué le GTE sous la présidence de la Nouvelle-Zélande et la coprésidence des États-Unis et du Kenya.
18. Une ébauche annotée tenant compte des observations reçues et des débats de la 25<sup>e</sup> session a été préparée et diffusée au GTE en novembre 2021, dans le cadre de la première étape du processus convenu. Cette ébauche comprenait une liste de sujets potentiels pour l'élaboration de principes communs à tout examen de l'équivalence. Les observations reçues du GTE ont confirmé le soutien apporté au cadre et à la liste des principes communs potentiels.
19. À la suite du report de la 26<sup>e</sup> session à mai 2023 et de la décision de poursuivre les travaux au sein du GTE, le président et les coprésidents du GTE ont fourni en avril 2022 une mise à jour et un calendrier révisé. Il a notamment été proposé d'aborder le travail d'analyse en vue de l'élaboration d'un document

<sup>8</sup> CX/FICS 20/25/7 Add 1 – Note explicative 3

<sup>9</sup> Observations reçues des membres et observateurs suivants : Brésil, Canada, Colombie, Équateur, États-Unis d'Amérique, Honduras, Iraq, Mexique, Maroc, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Thaïlande, Union européenne, FAO et CCTA

d'orientation unique consolidé (deuxième étape de l'approche globale convenue) en procédant par étapes. Le président et les coprésidents du GTE ont en outre proposé de commencer par la section sur les principes, car ils constituent un aspect essentiel de la consolidation des orientations.

20. En juin 2022, le GTE a examiné les principes consolidés proposés à partir des textes existants (à la fois ceux identifiés comme tels et les phrases/paragraphes qui énoncent un principe).
21. Le 21 septembre 2022, plus de 100 membres et observateurs du Codex ont participé aux côtés de la présidente du CCFICS et des secrétariats du Codex et du CCFICS (Australie) à un atelier virtuel travaillant en anglais et en espagnol. La Nouvelle-Zélande, en tant que présidente du GTE, a mené les débats, avec le soutien des États-Unis et du Kenya en tant que coprésidents. Le document de référence diffusé avant l'atelier contenait un tableau présentant les observations et les réponses reçues aux questions spécifiques sur chaque principe consolidé proposé. Le débat sur le travail de consolidation s'est concentré sur le projet de principes et a grandement contribué à leur révision.
22. Sur la base de l'ébauche annotée et du projet de principes élaborés par le GTE, ainsi que des débats qui ont eu lieu lors de l'atelier virtuel, un premier projet complet d'orientations consolidées sur l'équivalence a été préparé et diffusé au GTE en février 2023. Pour faciliter le processus de rédaction, des notes explicatives, qui seront supprimées de la version finale, figurent au début de la plupart des sections du projet de texte.
23. Le projet révisé, qui tient compte des premières observations reçues du GTE, a fait l'objet de l'annexe 1 du document CX/FICS 23/26/5. Cette annexe aborde également un certain nombre de questions spécifiques relatives à la forme et au contenu du projet d'orientations Codex consolidées sur l'équivalence.
24. Une réunion physique du groupe de travail s'est tenue juste avant la 26<sup>e</sup> session du CCFICS pour examiner les observations reçues<sup>10</sup>. Le rapport du groupe de travail a été présenté dans le document de séance CRD2 avec des versions actualisées des sections 1 (Préambule), 2 (Objectif), 3 (Champ d'application) et 4 (Principes), l'ensemble du texte n'ayant pu être examiné, faute de temps.
25. À sa 26<sup>e</sup> session, le CCFICS a examiné et amendé les sections 1 à 4 et formulé des observations et suggestions concernant les autres sections (par. 47–67 du rapport REP23/FICS). Le GTE a été reconstitué avec le mandat reproduit au paragraphe 11 iv) ci-dessus.

#### **DISCUSSION POSTÉRIEURE À LA 26<sup>E</sup> SESSION ET DÉBATS DU GTE**

26. Une invitation à participer aux travaux du GTE sur le forum électronique du Codex a été publiée par le point de contact du Codex de Nouvelle-Zélande, les réponses étant attendues avant le 28 juillet 2023. Un message initial et un calendrier ont été envoyés au GTE le 18 août 2023. Le président et les coprésidents du GTE ont rappelé que le CCFICS avait examiné à sa 26<sup>e</sup> session le Préambule (section 1), le Champ d'application (section 2), l'Objet (section 3) et les Principes (section 4) et qu'il avait décidé de les maintenir à l'étape 4, indiquant ainsi un certain degré de satisfaction quant au libellé actuel. Ils ont ajouté qu'ils avaient donc l'intention d'axer la première série d'observations du GTE sur les autres sections du projet de texte consolidé.
27. Une demande d'observations a été envoyée au GTE le 16 novembre 2023. Le document soumis pour examen et observations était le document 5 de l'ordre du jour (CX/FICS 23/26/5) de la 26<sup>e</sup> session du CCFICS, auquel ont été apportées des révisions tenant compte des observations reçues lors de cette session et de la discussion en plénière. Les sections spécifiques soumises pour examen et observations étaient les suivantes : Définitions (section 4) ; Discussions initiales (section 5) ; Étapes du processus (section 6) ; Documentation de l'accord et mise en œuvre de la décision (section 7) ; Maintien des reconnaissances d'équivalence (section 8) ; et annexes 1 et 2. Le projet de texte comprenait des notes explicatives ainsi que plusieurs questions et demandes spécifiques. Un tableau de toutes les observations sur ces sections présentées à la 26<sup>e</sup> session dans le document CX/FICS 23/26/5/Add 1 et dans plusieurs documents de séance a également été fourni dans un document séparé. Une réponse à chaque observation a été fournie et une indication des changements apportés au projet de texte a été présentée à la 26<sup>e</sup> session.
28. Le GTE a été invité à fournir des observations et des réponses avant le 22 décembre 2023. Des observations ont ensuite été reçues de 10 membres du GTE. Elles comprenaient des observations générales, des réponses aux questions et des propositions d'amendements au projet de texte. En résumé, les questions suivantes ont été abordées :
  - La définition de l'« Équivalence » : devrait-elle être actualisée pour tenir compte des différentes formes d'équivalence ou devrait-on plutôt avoir plusieurs définitions ?

<sup>10</sup> CX/FIC 23/26/5 Add 1

- L'inclusion de définitions provenant d'autres textes existants du CCFICS – devraient-elles être actualisées et complétées par de nouvelles définitions ? Bien qu'il ait été proposé à la 26<sup>e</sup> session d'inclure plusieurs définitions supplémentaires, la majorité des membres du GTE a estimé que la plupart d'entre elles n'étaient pas nécessaires.
- L'élargissement de la définition de « Mesure sanitaire » à celle utilisée dans le document CXG 53-2003 – qui est la définition intégrale figurant dans l'accord SPS de l'OMC – plutôt que la proposition du président et des coprésidents du GTE de limiter la définition aux classes de dangers susceptibles d'entraîner des risques dans les produits alimentaires, et de ne pas inclure la manière dont le danger pénètre dans les aliments. Le GTE a clairement indiqué qu'il préférerait ne pas ajouter de texte supplémentaire à la définition proposée.
- La conservation de passages provenant d'autres directives du CCFICS sans modification ou l'actualisation du texte et des concepts pour tenir compte du passage du temps.
- La nécessité ou non d'inclure des sections distinctes sur l'évaluation de l'équivalence des systèmes et l'évaluation de l'équivalence des mesures. Les avis étaient partagés au sein du GTE quant à la nécessité d'inclure des sections distinctes sur le processus d'évaluation. Le président et les coprésidents du GTE continuent de penser que des sections distinctes ne sont pas nécessaires. Toute orientation spécifique liée à une différence dans le processus d'évaluation devrait figurer dans la section 5, en modifiant le texte actuel ou en le complétant.

29. Le président et les coprésidents du GTE ont révisé le projet de texte en tenant compte des observations et des amendements formulés. Un tableau répertoriant les observations, les réponses et les libellés proposés, assortis d'une réponse pour chacun d'entre eux, a été fourni aux membres du GTE à titre d'information et pour saluer leur contribution. Il n'a malheureusement pas été possible de communiquer au GTE un projet révisé pour observations, comme cela était prévu à l'origine.

#### QUESTIONS À DÉBATTRE LORS DE LA 27<sup>E</sup> SESSION

30. Un projet de texte consolidé sur l'équivalence, tenant compte des contributions du GTE, est joint au présent document. Les changements à noter par rapport à la version précédemment examinée par le CCFICS sont les suivants :

- L'expression « conditions commerciales » est remplacée par « exigences commerciales » et une version légèrement modifiée de la définition du terme « exigence » figurant dans le document CXG 34-1999 est incluse dans la liste des définitions.
- L'utilisation, dans la mesure du possible et du raisonnable, du texte des *Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA)* – (CXG 101-2023) récemment adoptées.
- L'inclusion de définitions d'autres textes du CCFICS avec quelques modifications mineures pour tenir compte de la terminologie du Codex.
- L'inclusion d'un nouveau principe sur la « démonstration de l'équivalence ».
- La réorganisation et la clarification des orientations fournies dans la section et les étapes concernant le « Processus » afin de garantir un cheminement clair et logique. Certaines répétitions sont maintenues, car les futurs lecteurs du texte consolidé pourront rechercher des orientations sur une étape spécifique du processus sans nécessairement lire le document dans l'ordre séquentiel.
- L'inclusion d'une section distincte sur le maintien de la reconnaissance de l'équivalence.

31. Les membres et observateurs du Codex sont invités à formuler des observations sur le projet de texte reproduit en **annexe**, en accordant une attention particulière aux questions, qui mettent en évidence les observations et les réponses divergentes au sein du GTE.

#### PROCHAINES ÉTAPES

32. Un groupe de travail physique se réunira le 15 avril septembre à Cairns pour examiner les observations et les réponses aux questions reçues sur l'**annexe**, dans l'intention de préparer un projet révisé pour examen à la 27<sup>e</sup> session.

#### RECOMMANDATIONS

33. Le Comité est invité à :

- i. examiner le projet d'orientations consolidées relatives à l'équivalence, reproduit en **annexe**, et fournir des réponses aux questions formulées dans les encadrés (en jaune) pour les différentes dispositions ;

- ii. noter qu'une réunion physique du groupe de travail se tiendra le **15 septembre 2024** pour examiner les observations et les réponses aux questions formulées dans l'annexe ; et
- iii. noter que le groupe de travail rendra compte à la 27<sup>e</sup> session des résultats de ses débats par le biais d'un document de séance (CRD).

34. Le Comité est prié de confirmer la poursuite du travail du GTE et de le charger de :

- i. faire progresser l'élaboration d'un projet d'orientations consolidées relatives à l'équivalence ; et
- ii. faire rapport à la 28<sup>e</sup> session sur l'élaboration du projet de texte en vue de sa progression dans la procédure par étapes du Codex.

***Veillez noter que les encadrés ne sont fournis qu'à titre explicatif pour faciliter la rédaction et qu'ils seront supprimés de la version finale du document.***

## **PROJET DE TEXTE CONSOLIDÉ SUR LES :**

### **PRINCIPES ET DIRECTIVES RELATIFS À LA RECONNAISSANCE DE L'ÉQUIVALENCE DE MESURES SPÉCIFIÉES OU DE L'ENSEMBLE OU D'UNE PARTIE D'UN SYSTÈME NATIONAL DE CONTRÔLE DES ALIMENTS**

#### **(À L'ÉTAPE 3/4)**

#### **SECTION 1 : PRÉAMBULE (À L'ÉTAPE 4)**

1. La reconnaissance de l'équivalence n'est généralement pas requise pour la plupart des échanges. Elle peut toutefois, lorsqu'elle est appliquée, constituer un moyen efficace de s'assurer que les exigences applicables au commerce entre deux pays sont les moins restrictives possibles pour garantir que les objectifs pertinents, ainsi que les réalisations ou le niveau de protection correspondants, du pays importateur sont atteints. Si elle est mise en place, la reconnaissance de l'équivalence devrait conduire à des changements positifs des conditions applicables au commerce et contribuer à une utilisation plus efficace et effective des ressources dans les pays importateurs et exportateurs.
2. Les demandes de reconnaissance d'équivalence peuvent porter sur les exigences commerciales liées à la protection de la santé des consommateurs et aux pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires et couvrir une mesure spécifiée ou l'ensemble ou une partie du système national de contrôle des aliments (SNCA) d'un pays exportateur. Les demandes de reconnaissance d'équivalence portent normalement sur les modifications qui amélioreraient les exigences commerciales applicables à des échanges existants ou proposés.
3. La reconnaissance de l'équivalence peut faciliter les échanges en réduisant la nécessité pour les pays exportateurs de mettre en œuvre des contrôles supplémentaires, en plus de ceux déjà effectués par leur SNCA, et peut également entraîner des économies en ressources pour les pays importateurs. La reconnaissance de l'équivalence peut entraîner des gains d'efficacité dans les processus d'approbation, d'audit, d'inspection et de certification, notamment en ce qui concerne les systèmes de contrôle des aliments, les établissements, les produits et les processus.
4. Les présentes directives consolident et actualisent [et remplacent] les *Directives sur l'élaboration d'accords d'équivalence relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires* (CXG 34-1999), les *Directives sur l'appréciation de l'équivalence de mesures sanitaires associées à des systèmes d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 53-2003) et les *Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de systèmes nationaux de contrôle des aliments* (CX/FICS 101-2023).
5. Les présentes directives sont destinées à être lues en parallèle avec les textes existants du Codex, notamment les *Principes et directives concernant les systèmes nationaux de contrôle des aliments* (CXG 82-2013), les *Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires* (CAC/GL 26-1997), les *Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires* (CAC/GL 47-2003) et les *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire* (CXG 89-2016).

#### **SECTION 2 : OBJET (À L'ÉTAPE 4)**

6. Le présent texte consolidé fournit des orientations pratiques aux pays importateurs et exportateurs sur le processus pouvant être appliqué pour l'évaluation, la reconnaissance et le maintien de l'équivalence d'une mesure spécifiée, ou de l'ensemble ou d'une partie d'un SNCA, ainsi que sur ce qui devrait être couvert dans tout accord ou toute entente d'équivalence et dans les documents associés<sup>1</sup>.

#### **SECTION 3 : CHAMP D'APPLICATION (À L'ÉTAPE 4)**

7. Les orientations couvrent l'évaluation, la reconnaissance et le maintien de l'équivalence qui ont trait soit à la protection de la santé des consommateurs, soit à l'assurance de pratiques loyales dans le commerce

---

<sup>1</sup> Les documents associés à la reconnaissance de l'équivalence peuvent prendre la forme d'un « accord international » aux termes de la Convention de Vienne sur le droit des traités ou d'une entente moins formelle telle qu'un échange de lettres ou un mémorandum d'accord entre les parties.

des denrées alimentaires, soit aux deux, selon leur pertinence pour le commerce des aliments et les exigences commerciales visées par la demande.

## SECTION 4 : DÉFINITIONS

*Des définitions sont proposées pour les termes suivants. Elles sont accompagnées de notes sur leur source, qui seront supprimées de la version finale.*

**Note** : Les avis étaient partagés au sein du GTE quant à l'inclusion de l'expression « objectifs et réalisations ou niveau de protection correspondants », utilisée dans le document CXG 101-2023, dans certaines définitions, mais pas dans toutes.

**Question 1** : L'approche et la formulation actuelles bénéficient-elles d'un soutien ?

**Note** : Les avis étaient partagés au sein du GTE quant à la formulation des termes « mesure » et « exigences ». La formulation actuellement proposée établit une distinction entre les « mesures », qui peuvent faire référence au pays importateur ou au pays exportateur, et les « exigences », qui font référence aux conditions commerciales du pays importateur.

**Question 2** : La formulation actuelle bénéficie-t-elle d'un soutien ?

**Équivalence** : Capacité de l'ensemble ou d'une partie de différents SNCA, ou de différentes mesures spécifiées, à atteindre les mêmes objectifs. *[Nouvelle définition adaptée des directives CXG 26-1997 et CXG 101-2023 pour tenir compte des différentes approches en matière d'équivalence].*

**Critères de décision** : Facteurs utilisés pour déterminer objectivement si l'ensemble ou une partie pertinente du SNCA d'un pays exportateur atteint les objectifs et les réalisations ou le niveau de protection correspondants de l'ensemble ou d'une partie pertinente du SNCA du pays importateur pour les produits en cours d'examen *[adapté des directives CXG 101-2023].*

**Mesure** : type de contrôle conçu pour atteindre les objectifs et les réalisations ou le niveau de protection correspondants des SNCA dans la mesure où ils sont liés à la protection de la santé des consommateurs ou à la garantie de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires. *[Nouvelle définition inspirée des textes existants du Codex et de l'OMS]*

**Objectif d'un SNCA** : objectif stratégique légitime d'un SNCA ou de sa partie pertinente lié à la protection de la santé des consommateurs ou la garantie de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires, y compris la manière dont la partie pertinente ou la mesure spécifique contribue à sa réalisation. *[Nouvelle définition issue des directives CXG 82-2013]*

**Réalisations** : Effets ou résultats souhaités qui contribuent à la réalisation des objectifs pertinents d'un SNCA *[Inspiré des orientations sur l'équivalence de SNCA (26<sup>e</sup> session) et des directives CXG 91-2017].*

**Exigences** : conditions fixées par l'autorité compétente du pays importateur en matière de commerce des denrées alimentaires qui portent sur la protection de la santé des consommateurs et la garantie de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires *[adapté de CAC/GL 34-1999]*

**Mesure sanitaire** : mesure appliquée pour protéger la vie et la santé humaines des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les denrées alimentaires. *[Adapté des directives CXG 53-2003 et de l'annexe A de l'accord SPS de l'OMC en supprimant les références à la santé des animaux vivants et des plantes]*

**Mesure technique** : mesure autre qu'une mesure sanitaire ou phytosanitaire prise pour assurer la protection de la santé des consommateurs ou des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires<sup>2</sup>. *[Inspiré de l'accord OTC de l'OMC]*

## SECTION 4 : PRINCIPES (À L'ÉTAPE 4)

8. L'examen, l'évaluation, la reconnaissance et le maintien de l'équivalence devraient reposer sur les principes suivants.

### A : Équivalence

<sup>2</sup> Comprend les règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité appliqués à l'échange de denrées alimentaires entre un pays importateur et un pays exportateur.



Les pays devraient reconnaître que différentes mesures, différents SNCA ou différentes parties pertinentes de SNCA, bien que conçus et structurés différemment, peuvent atteindre les mêmes objectifs et donc être reconnus comme équivalents.

**B : Expérience, connaissance et confiance**

Les pays importateurs devraient tenir compte de l'expérience, des connaissances et de la confiance pertinentes concernant l'ensemble ou la partie pertinente du SNCA du pays exportateur, y compris les évaluations appropriées réalisées par d'autres pays ou des organisations internationales.

**C : Champ d'application de la demande et évaluation**

Le champ d'application de toute demande ou de toute évaluation ultérieure devrait se concentrer sur les produits et les conditions affectant les échanges lorsque le pays exportateur estime que la mesure spécifique, l'ensemble ou la partie pertinente de son SNCA atteignent déjà les mêmes objectifs, réalisations ou niveau de protection correspondants que ceux atteints par le pays importateur.

**D : Alignement sur les normes internationales**

Le recours ou la référence à des normes, directives et/ou codes d'usage du Codex, ou à d'autres normes internationales pertinentes, par des pays importateurs et exportateurs, peuvent faciliter l'examen, l'évaluation et la reconnaissance de l'équivalence d'une mesure spécifique ou de l'ensemble ou de la partie pertinente d'un SNCA.

**E : Transparence et coopération**

Les pays importateurs et exportateurs devraient suivre le processus de bonne foi, dans un délai raisonnable et de manière transparente, fondée sur des données probantes et axée sur les réalisations.

**F : Démonstration de l'équivalence**

Les pays importateurs devraient accepter l'équivalence des mesures spécifiées du pays exportateur lorsque celui-ci démontre objectivement que ses mesures atteignent les mêmes objectifs que celles du pays importateur.

**Note** : À sa 26<sup>e</sup> session, le CCFICS a examiné l'inclusion d'un principe sur la démonstration de l'équivalence, en notant que le projet de texte n'était pas encore rédigé sous la forme d'un principe. Le texte a été révisé par les coprésidents du GTE en s'inspirant de l'article 4 de l'accord SPS de l'OMC et sur l'article 2.7 de l'accord OTC de l'OMC.

**Question 3** : La formulation révisée bénéficie-t-elle d'un soutien ?

**G : Documentation et maintien**

Les pays importateurs et exportateurs devraient documenter toute reconnaissance constatée, en précisant les denrées alimentaires et les mesures couvertes ou exclues et en consignant comment la reconnaissance d'équivalence sera mise en œuvre et maintenue pour le commerce de denrées entre les pays.

**H : Assistance technique/coopération réglementaire**

Les pays importateurs devraient, sur demande et dans la mesure du possible, envisager de fournir une assistance technique à un pays exportateur en développement et, en particulier, à un pays moins avancé, afin de faciliter l'évaluation et la reconnaissance de l'équivalence.

**SECTION 5 : DISCUSSIONS INITIALES**

Cette section fournit des orientations sur les moyens à mettre en œuvre par les pays pour :

- Examiner la nature et la pertinence des exigences susceptibles d'entraver les échanges (par exemple, questions sanitaires et/ou techniques) et l'existence potentielle de solutions ou de processus, autres qu'une évaluation de l'équivalence, pour répondre à ces exigences.
- Identifier l'objectif et déterminer le champ d'application d'un examen de l'équivalence s'il s'agit du processus le plus approprié pour traiter les questions en discussion.
- Identifier puis examiner l'utilisation possible des connaissances, de l'expérience et de la confiance existantes, ou des informations ou évaluations précédemment échangées, notamment pour simplifier tout processus.

9. Il est recommandé que les autorités compétentes des pays importateurs et exportateurs entament des discussions initiales avant de formaliser une demande de reconnaissance d'équivalence, laquelle peut être formulée à tout moment au cours de ces discussions.

10. Ces discussions initiales devraient porter sur la nature et la pertinence des exigences commerciales que le pays exportateur considère comme inutilement restrictives. Les exigences commerciales peuvent concerner un ou plusieurs contrôles supplémentaires pouvant être exigés du pays exportateur, mais aussi tout processus supplémentaire (audit, approbation, inspection aux frontières, etc.) appliqué par le pays importateur.
11. Les deux pays devraient se demander si des solutions ou des processus potentiels autres qu'une évaluation de l'équivalence pourraient faciliter les échanges.

#### ***Bien-fondé d'un processus d'équivalence***

12. Les aspects suivants pourront être abordés dans les discussions visant à déterminer si un processus d'équivalence est le plus approprié compte tenu des questions examinées :
  - la nature et l'impact des exigences commerciales que le pays exportateur considère comme inutilement restrictives ;
  - les objectifs pertinents du SNCA du pays importateur, et les réalisations ou le niveau de protection correspondants ;
  - la souplesse dont dispose actuellement le pays importateur dans le cadre des exigences commerciales existantes et les autres mécanismes disponibles ;
  - les preuves dont dispose le pays exportateur pour démontrer que son SNCA ou ses mesures spécifiées atteignent les objectifs du SNCA du pays importateur, ainsi que les réalisations ou le niveau de protection correspondants ; et
  - si la reconnaissance de l'équivalence est susceptible de faciliter davantage les échanges, par exemple en permettant des économies de coûts et de ressources, en réduisant le chevauchement des activités de contrôle et/ou en supprimant les obstacles inutiles, tout en garantissant le respect des objectifs du SNCA du pays importateur et des réalisations ou du niveau de protection correspondants.

#### ***Discussions initiales sur le champ d'application***

13. Les discussions initiales devraient permettre de définir le champ d'application de tout examen et d'identifier et de clarifier les informations et/ou les preuves supplémentaires qui pourraient être nécessaires dans le cadre d'un processus d'évaluation. Ces discussions devraient :
  - identifier la gamme de produits pour lesquels le pays exportateur sollicite une reconnaissance d'équivalence pour ses mesures de contrôle ;
  - identifier les exigences pour lesquelles la reconnaissance de l'équivalence du SNCA ou de sa partie pertinente permettra une meilleure utilisation des ressources, y compris la résolution des problèmes affectant le commerce ;
  - déterminer si les exigences pertinentes sont des mesures sanitaires ou techniques, ou les deux ;
  - évaluer les ressources susceptibles d'être nécessaires pour entreprendre le processus d'évaluation au regard des avantages pouvant en découler ;
  - identifier l'utilisation possible de l'expérience, des connaissances et de la confiance existantes, ou des informations ou évaluations précédemment échangées ; et
  - réfléchir aux moyens de simplifier le processus d'évaluation pour le rendre plus efficace et moins contraignant pour les deux pays.

#### ***Expérience, connaissances et confiance***

14. L'utilisation ou la référence à l'expérience, aux connaissances et à la confiance existantes peut réduire la quantité d'informations et de preuves devant être fournies par le pays exportateur. Elle peut également réduire les ressources et les délais associés aux processus d'évaluation de prise de décision.
15. L'expérience, les connaissances et la confiance existantes peuvent, par exemple, prendre la forme suivante :
  - ententes/accords existants ;
  - évaluations, audits, voyages d'études, visites techniques ou autres interactions antérieures ;
  - antécédents en matière de commerce des denrées alimentaires entre les pays importateur et exportateur ;

- niveau de conformité des produits alimentaires du pays exportateur avec les exigences du pays importateur ;
  - degré de coopération existant entre les autorités compétentes du SNCA des pays importateur et exportateur ;
  - similitude de la conception, des lois, des réglementations et des principes et pratiques opérationnels entre le SNCA des pays importateur et exportateur ;
  - similitude de la conception et des principes et pratiques opérationnels entre les mesures ou l'ensemble ou la partie pertinente du SNCA du pays exportateur et les normes, directives ou codes d'usage pertinents du Codex ;
  - alignement sur les normes internationales, les directives, les recommandations et les pratiques d'évaluation de la conformité pertinentes ; et
  - évaluations pertinentes réalisées par le pays importateur, par des organismes agréés d'évaluation de la conformité, par d'autres pays ou par des organisations internationales.
16. Les pays importateurs et exportateurs devraient bien comprendre le rôle et la mesure dans laquelle l'expérience, les connaissances et la confiance existantes seront utilisées dans tout examen ou toute évaluation de l'équivalence. Cette compréhension doit couvrir leur incidence sur :
- les processus d'évaluation et de décision appliqués aux aspects entrant dans le champ d'application de la demande ; et
  - la quantité, la nature et la portée des preuves et informations à fournir par le pays exportateur.

### **Résultat des discussions initiales**

17. Lorsqu'il ressort des discussions initiales entre les pays exportateur et importateur qu'un processus d'équivalence est le mécanisme approprié pour faciliter les échanges, le pays exportateur devrait présenter une demande écrite de consultations en vue de parvenir à un accord sur la reconnaissance de l'équivalence.
18. Lorsqu'il ressort des discussions initiales qu'une évaluation de l'équivalence du SNCA du pays exportateur n'est pas le mécanisme le plus approprié, les pays peuvent envisager l'examen d'une collaboration visant à mettre en place d'autres mécanismes permettant de faciliter le commerce. Ces mécanismes peuvent notamment prendre la forme suivante :
- le pays importateur peut décider d'offrir une souplesse ou des options supplémentaires concernant ses exigences commerciales spécifiées sur la manière d'atteindre ses objectifs, et les réalisations ou le niveau de protection correspondants ;
  - le pays exportateur peut décider d'adopter des contrôles supplémentaires qui s'alignent plus étroitement sur les objectifs, et les réalisations ou le niveau de protection correspondants, du pays importateur ou qui permettent de mieux les atteindre ; ou
  - les deux pays peuvent décider d'approfondir leur coopération et/ou de renforcer leurs capacités afin de mieux comprendre les obstacles entravant leurs échanges et de les surmonter.

## **SECTION 6 : ÉTAPES DU PROCESSUS**

*Cette section présente le déroulement logique des étapes à suivre lors de l'examen d'une demande formelle de reconnaissance d'équivalence. Chaque étape y est brièvement décrite.*

*Cette section examine les différentes procédures à suivre selon qu'une demande porte uniquement sur des aspects sanitaires, techniques, ou sanitaires et techniques d'un SNCA. Elle étudie également si différents processus sont nécessaires pour examiner des demandes, ou des composantes des demandes, ayant trait à l'examen des effets de procédures distinctes, par opposition à la question de savoir si le SNCA ou sa partie pertinente permet d'obtenir la réalisation requise.*

19. Lorsqu'il ressort des discussions initiales qu'un processus d'équivalence est un mécanisme approprié pour faciliter les échanges, les deux pays devraient convenir d'un plan pour que le pays exportateur fournisse les informations appropriées et que le pays importateur mène à bien ses processus d'évaluation et processus de décision. Ce plan peut également fixer des délais anticipés et, le cas échéant, des priorités. Un diagramme simplifié des étapes du processus est également reproduit à l'**annexe 1**.

**Les étapes du processus sont les suivantes :**

Étape 1 : Examen et documentation du champ d'application de la demande

Étape 2 : Description par le pays importateur du fondement de ses exigences commerciales

Étape 3 : Examen et documentation des critères de décision par le pays importateur

Étape 4 : Constitution du dossier de demande d'équivalence par le pays importateur

Étape 5 : Processus d'évaluation

Étape 6 : Processus de décision et détermination finale

Étape 7 : Documentation de l'accord et mise en œuvre de la décision

### **Étape 1 : Examen et documentation du champ d'application de la demande**

20. Le pays exportateur qui demande des consultations en vue de parvenir à un accord sur la reconnaissance de l'équivalence devrait aborder et documenter le champ d'application de la demande. La description du champ d'application de la demande devrait, par exemple, stipuler :

- les denrées alimentaires ou le groupe de denrées alimentaires concernées, y compris tout type de transformation secondaire ;
- les exigences commerciales pour lesquelles le pays exportateur sollicite une reconnaissance d'équivalence ; et
- une description succincte des mesures spécifiées, de l'ensemble ou de la partie pertinente du SNCA du pays exportateur pour lesquels il sollicite une détermination d'équivalence.

21. La demande de consultations devrait également, en fonction de son champ d'application, prier le pays importateur de décrire par écrit le fondement de ses exigences commerciales et/ou mesures.

### **Étape 2 : Description par le pays importateur du fondement de ses exigences commerciales**

22. Le pays importateur devrait examiner et documenter les exigences commerciales, pour l'ensemble des produits couverts par la demande, notamment, selon les besoins :

- le fondement scientifique ou stratégique des exigences commerciales envisagées, y compris une évaluation des risques le cas échéant ;
- la manière dont les exigences commerciales contribuent à l'atteinte des objectifs du SNCA, des réalisations ou du niveau de protection correspondants<sup>3</sup> ;
- le cas échéant, une expression du niveau de contrôle du danger présent dans une denrée alimentaire ou un groupe de denrées alimentaires spécifiques obtenu par la mesure sanitaire ;
- l'identification des risques spécifiques et du niveau de contrôle requis, concernant la protection de la santé des consommateurs ou la garantie de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires, que les exigences spécifiées sont censées gérer ;
- la justification des exigences commerciales et/ou mesures en fonction des circonstances bilatérales existant entre les deux pays ; et
- toute information complémentaire pouvant aider le pays exportateur à présenter une démonstration objective de l'équivalence.

23. Pour mieux situer le contexte et aider le pays exportateur à mieux préparer son dossier de demande de reconnaissance de l'équivalence, le pays importateur devrait également décrire<sup>4</sup>, en utilisant des références appropriées, comment ses propres mesures, son SNCA ou sa partie pertinente atteignent les objectifs spécifiés de son SNCA, ainsi que les réalisations ou niveaux de protection correspondants.

### **Étape 3 : Examen et documentation des critères de décision**

24. Les critères de décision forment une base de comparaison objective. Les critères de décision devraient également expliciter le type de preuves que la partie exportatrice devrait fournir pour démontrer que ses mesures spécifiées, son SNCA ou sa partie pertinente, atteignent les objectifs pertinents du SNCA du pays importateur, ainsi que les réalisations ou le niveau de protection correspondants.

25. Une fois que la demande formelle de consultations en vue de la reconnaissance de l'équivalence d'un SNCA, ou de sa partie pertinente, a été déposée, des discussions devraient avoir lieu entre les pays exportateur et importateur afin de contribuer à l'élaboration et à une meilleure compréhension des critères

<sup>3</sup> Y compris l'effet quantitatif ou proportionnel de leur contribution.

<sup>4</sup> Voir : CXG 34-1999, section 7 ; CXG 82-2013, paragraphe 43 et CXG 89-2016 section 7

de décision à appliquer, qui, dans la mesure du possible, devraient être convenus entre les deux pays.

26. Les critères de décision devraient permettre au pays importateur de déterminer plus facilement si la conception et la mise en œuvre du système du pays exportateur permettent d'atteindre les objectifs et les réalisations ou le niveau de protection correspondants du pays importateur, conformément au champ d'application de la demande<sup>5</sup>.
27. Les critères de décision peuvent être qualitatifs ou quantitatifs et devraient inclure, par exemple :
  - les objectifs et les réalisations ou le niveau de protection correspondants pertinents du SNCA du pays importateur ;
  - le type de preuves attendues ;
  - une indication de la quantité ou du niveau de preuves qualitatives ou quantitatives attendues ;
  - les indicateurs<sup>6</sup> de réalisations requis s'ils doivent être utilisés pour faciliter les comparaisons ; et
  - la manière dont l'expérience, les connaissances et la confiance existantes doivent être utilisées.
28. Les critères de décision ne devraient pas imposer un standard ou un niveau de performance supérieur à celui atteint par les mesures spécifiées ou l'ensemble ou la partie pertinente du SNCA du pays importateur.

#### **Étape 4 : Constitution du dossier de demande d'équivalence par le pays importateur**

29. Le pays exportateur devrait soumettre ou mettre à disposition des informations et des preuves appropriées, y compris des références pertinentes qui démontrent comment ses mesures spécifiées, son SNCA ou la partie pertinente de celui-ci permettent d'atteindre les objectifs pertinents du SNCA du pays importateur, ainsi que les réalisations ou le niveau de protection correspondants, pour les aliments et les exigences commerciales relevant de la demande d'équivalence.
30. La soumission devrait, dans la mesure du possible, être adaptée pour couvrir de manière appropriée tous les aspects des critères de décision et démontrer objectivement que les mesures spécifiées du pays exportateur, son SNCA ou la partie pertinente de celui-ci, satisfont à ces critères.
31. La soumission devrait uniquement porter sur les informations et preuves pertinentes supplémentaires qui, de l'avis des pays importateurs et exportateurs, ne sont pas déjà couvertes par les connaissances, l'expérience et la confiance existantes.
32. Dans la mesure du possible, les pays importateurs devraient faire preuve de souplesse concernant la présentation des informations soumises par le pays exportateur et, le cas échéant, autoriser la référence aux normes, directives ou codes d'usages internationaux pertinents.
33. En fonction du champ d'application de toute demande de reconnaissance, des échanges d'informations supplémentaires peuvent être requis lorsqu'une évaluation plus détaillée est jugée nécessaire.

#### **Étape 5 : Processus d'évaluation**

34. L'objectif du processus d'évaluation est de permettre au pays importateur d'évaluer les informations et les preuves soumises par le pays exportateur pour que les conclusions sommaires puissent être examinées au regard des critères de décision. Le pays importateur et son processus d'évaluation devraient protéger de manière appropriée toute information commercialement sensible ou confidentielle fournie par le pays exportateur.
35. Avant d'entamer le processus d'évaluation, le pays importateur devrait déterminer si les informations soumises ou disponibles par ailleurs sont susceptibles d'être suffisantes pour répondre aux questions spécifiées dans les critères de décision.
36. L'expérience, les connaissances et la confiance existantes peuvent réduire le champ d'application et l'intensité potentiels du processus d'évaluation. En conséquence, l'utilisation et la référence appropriées à l'expérience, aux connaissances et à la confiance existantes peuvent réduire les ressources

<sup>5</sup> Le critère de décision suivant peut être donné à titre d'exemple : les décisions réglementaires reposent sur une analyse scientifique et des preuves robustes, comprenant un passage en revue rigoureux de toutes les informations pertinentes (par exemple, des décisions réglementaires antérieures, des évaluations de risques publiées, ou des mesures de mise en conformité).

<sup>6</sup> Voir l'annexe B des principes et directives CXG 91-2017, qui présente quelques exemples illustrant des réalisations et des exemples d'indicateurs associés à des réalisations données.

nécessaires et faciliter une évaluation plus rapide.

37. Le pays importateur devrait aviser le pays exportateur le plus tôt possible de toute préoccupation qu'il pourrait avoir quant à la soumission présentée, en expliquant les raisons. Dans un tel cas, le pays importateur devrait suggérer, si possible, une manière d'aborder ces préoccupations.
38. Le processus d'évaluation devrait alors se dérouler avec promptitude et dans un esprit de coopération, y compris lorsque des éclaircissements ou des informations supplémentaires sont nécessaires. Le processus d'évaluation comprendra normalement un certain nombre d'étapes qui peuvent varier selon :
  - le champ d'application de la demande, y compris la gamme de denrées alimentaires et les exigences commerciales pour lesquelles l'équivalence est sollicitée ;
  - le champ d'application de l'évaluation, par exemple si elle est limitée à certaines mesures spécifiées ou si elle nécessite éventuellement une évaluation plus large du SNCA ou de sa partie pertinente ;
  - la complexité des contrôles du pays exportateur devant être évalués ;
  - si des preuves, des informations ou des éclaircissements supplémentaires sont nécessaires ; et/ou
  - si une visite dans le pays sera probablement nécessaire.
39. Le processus d'évaluation devrait normalement commencer par un examen des documents soumis, en tenant compte des connaissances, de l'expérience et de la confiance existantes. Le pays importateur devrait contacter le pays exportateur s'il a besoin d'éclaircissements ou d'informations supplémentaires au cours de cette phase.
40. Une visite dans le pays peut être justifiée et requise dans le cadre d'une évaluation, par exemple lorsque :
  - les connaissances, l'expérience et la confiance existantes dans le SNCA du pays exportateur ne sont pas suffisantes pour permettre de conclure que les informations et les preuves fournies sont suffisantes pour prendre une décision ; ou
  - la complexité de l'examen justifie une vérification supplémentaire dans le cadre de l'évaluation ; ou
  - les données analytiques elles-mêmes, les processus d'évaluation de la conformité entrepris conformément aux dispositions internationales en matière d'accréditation ou les références à d'autres évaluations pertinentes ne permettent pas d'obtenir un degré de confiance suffisant.
41. Lorsqu'une évaluation initiale met en évidence l'absence d'un contrôle spécifique jugé nécessaire pour atteindre les objectifs du pays importateur, ce dernier devrait, le cas échéant, donner au pays exportateur la possibilité de combler cette lacune.
42. Parmi les autres considérations fondamentales afférentes au processus d'évaluation, on peut citer :
  - l'absence de conflits d'intérêts ;
  - la transparence des décisions et des mesures ;
  - comment le SNCA du pays exportateur maintient les trois caractéristiques : de prise de conscience de la situation, de proactivité et d'amélioration continue<sup>7</sup> ; et
  - la disponibilité des ressources et des infrastructures nécessaires pour poursuivre la mise en œuvre du SNCA ou de sa partie pertinente.

**Note :** Les avis étaient partagés au sein du GTE quant à la nécessité d'inclure des sections distinctes pour l'équivalence des systèmes et l'équivalence des mesures. Le président et les coprésidents du GTE continuent de penser que des sections distinctes ne sont pas nécessaires. Toute orientation spécifique liée à une différence dans le processus d'évaluation devrait figurer dans la section 5, en modifiant le texte actuel ou en le complétant.

**Question 4 :** Êtes-vous d'accord que des sections distinctes ne sont pas nécessaires ?

**Question 4a :** Dans la négative, quel texte supplémentaire proposez-vous d'ajouter ?

**Question 5 :** Dans quel paragraphe ou quelle sous-section devrait-on ajouter ce texte ?

#### Étape 6 : Processus de décision et décision finale

43. Le pays importateur devrait examiner les conclusions sommaires de son évaluation au regard des critères

<sup>7</sup> Paragraphe 36, [CXG 82-2013](#)

de décision documentés, en vue d'établir un document de décision.

44. Le processus de décision du pays importateur devrait être :

- transparent, documenté et exécuté dans les meilleurs délais ;
- se concentrer sur la question de savoir si l'ensemble ou la partie pertinente du SNCA du pays exportateur remplit les critères de décision ; et
- ne pas imposer sans justification un objectif, une réalisation, une norme ou une procédure allant au-delà de ce qui est appliqué dans le pays importateur.

45. Le document de décision devrait indiquer la mesure dans laquelle chacun des critères de décision a été respecté, ainsi que le poids relatif de chacun d'entre eux dans le projet de décision finale. Lorsque le pays importateur estime qu'un ou plusieurs critères de décision ne sont pas remplis, il devrait clairement expliquer comment il est parvenu à cette conclusion.

46. Le projet de document de décision devrait être consulté avec le pays exportateur. Le pays importateur devrait permettre au pays exportateur de corriger toute erreur de fait. Si l'évaluation conclut dans un premier temps que l'ensemble ou la partie pertinente du SNCA du pays exportateur n'est pas équivalent(e), les deux pays peuvent, s'ils le désirent, convenir d'un plan et d'un calendrier permettant au pays exportateur de fournir des informations ou des contrôles complémentaires pour les parties du SNCA jugées non équivalentes.

47. Le pays importateur devrait passer en revue les informations supplémentaires fournies par le pays exportateur sans exiger la répétition de toutes les étapes du processus d'évaluation tant que le pays exportateur fournit ces informations supplémentaires en temps opportun.

48. Le pays importateur devrait documenter les conclusions de son évaluation finale et leur justification.

49. Lorsque le pays importateur reconnaît l'équivalence des mesures spécifiées, du SNCA ou de la partie pertinente de celui-ci, les deux pays devraient examiner l'incidence de cette reconnaissance sur les exigences commerciales entre les pays.

## **SECTION 7 : DOCUMENTATION DE L'ACCORD ET MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCISION**

*Cette section s'inspire en grande partie des informations contenues dans les directives CXG 34-1999 et d'un examen d'autres textes, en les actualisant au besoin. Elle contient des informations sur :*

- *l'objectif/utilisation d'une reconnaissance d'équivalence*
- *le format pouvant être utilisé pour documenter une reconnaissance d'équivalence*
- *le contenu ou les dispositions types d'un document, inclus en tant qu'annexe.*

50. Les pays importateurs et exportateurs devraient documenter toute reconnaissance constatée, en consignant comment la reconnaissance de l'équivalence sera mise en œuvre pour le commerce alimentaire entre les pays (par exemple, reconnaissance d'une liste d'établissements ; ou modification des exigences au point d'entrée ou prescriptions supplémentaires concernant le processus dans le pays). Une telle documentation peut, par exemple, prendre la forme d'un échange de lettres ou de la négociation d'un accord ou d'une entente d'équivalence d'une plus grande portée.

51. Des suggestions de rubriques pour un accord ou une entente de reconnaissance sont fournies à l'**annexe 2**.

52. Lorsque les deux parties en conviennent, le champ d'application d'une reconnaissance d'équivalence peut être modifié ultérieurement afin de couvrir d'autres produits ou procédés. Le niveau et la portée de l'évaluation requise seront alors convenus entre les parties, si un élargissement du champ d'application est proposé.

## **SECTION 8 : MAINTIEN DES RECONNAISSANCES D'ÉQUIVALENCE**

*Cette section fournit des orientations (à inclure dans la documentation) sur la manière dont les pays peuvent maintenir la validité des reconnaissances d'équivalence, à savoir :*

- *le recours à des échanges d'informations réguliers*
- *l'adoption de critères pour déterminer quand un certain niveau de réévaluation peut être approprié*
- *comment les reconnaissances peuvent affecter les audits dans les pays, etc.*

53. Les accords/ententes de reconnaissance d'équivalence comprennent généralement des attentes relatives à l'échange continu d'informations compatibles avec le maintien d'un niveau approprié

d'expérience, de connaissance et de confiance, y compris des discussions techniques périodiques entre experts le cas échéant.

54. Les pays importateur et exportateur devraient également convenir du niveau de modification substantielle qui nécessitera une réévaluation totale ou partielle de la reconnaissance. En général, les accords/ententes de reconnaissance continuent de s'appliquer pendant le déroulement de ces réévaluations. Ces modifications peuvent, par exemple, inclure :
- une modification du niveau de protection du pays importateur ; et/ou
  - une baisse du niveau de protection atteint par le pays exportateur ; et/ou
  - une modification substantielle de l'ensemble ou de la partie pertinente du SNCA du pays exportateur ; et/ou
  - tout projet de modification significative des lois, réglementations ou mesures de performance sur lesquelles reposent les composantes du SNCA de l'un ou l'autre des pays, couvertes par l'entente de reconnaissance d'équivalence.
55. L'accord/entente devrait également prévoir des situations dans lesquelles des actions plus urgentes peuvent être justifiées.
56. Le cas échéant, l'accord/entente peut également couvrir les attentes relatives au type et à la fréquence des audits en cours. En règle générale, ces audits devraient être convenus d'un commun accord, entrepris conjointement et tenir compte des principes et directives élaborés par le CCFICS<sup>8</sup>.
57. Ces audits devraient se concentrer sur la manière dont le SNCA du pays exportateur continue de garantir que les mesures spécifiées, le SNCA ou sa partie pertinente, reconnus comme équivalents, continuent d'être appliqués de manière efficace.

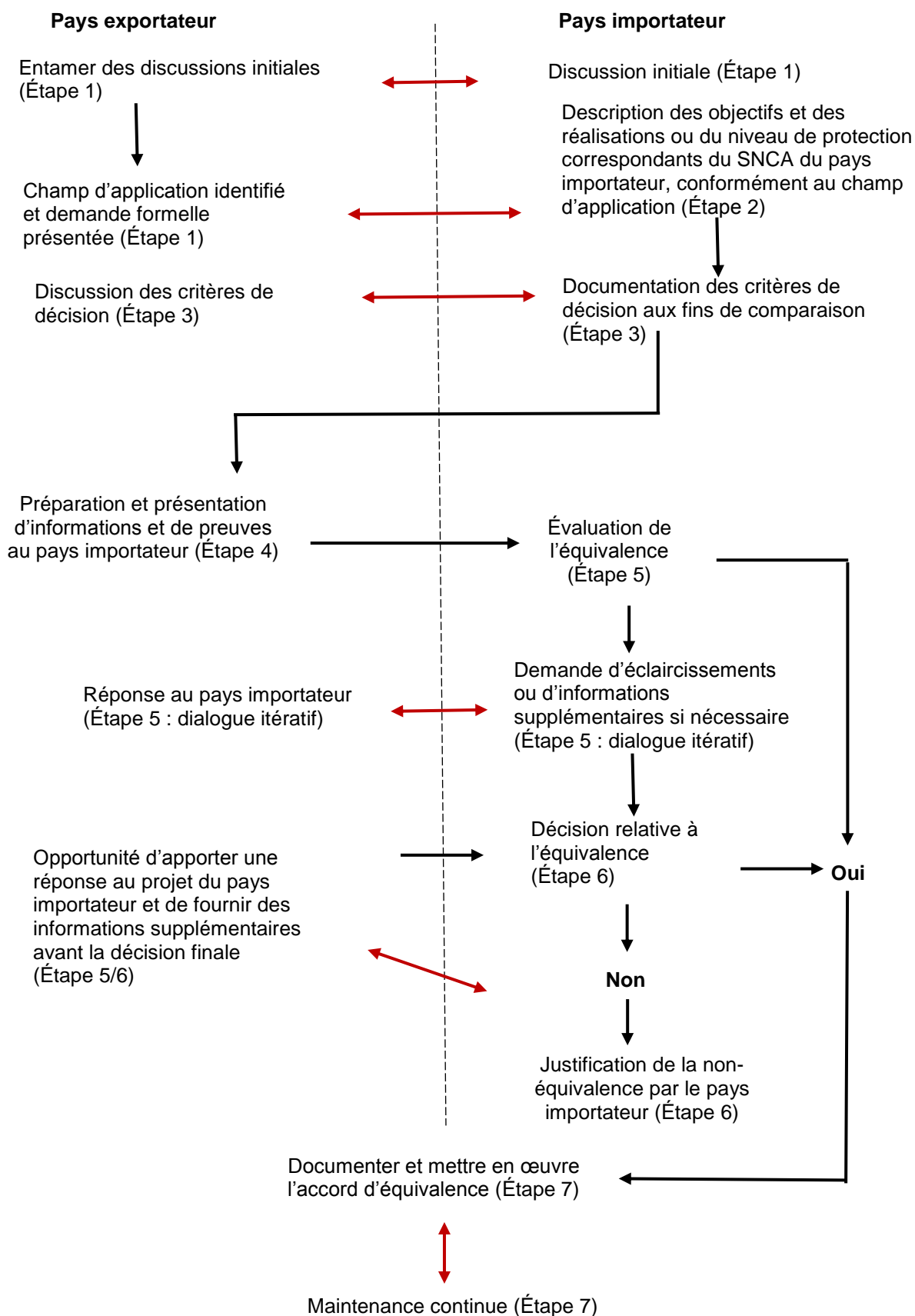
---

<sup>8</sup> Annexe des directives CXG 26-1997 ; CXG102-2023



**ANNEXE 1 : Diagramme**

**Figure 1 : Processus d'équivalence d'un système national de contrôle des aliments**  
Schéma simplifié des étapes pour la reconnaissance et le maintien de l'équivalence de l'ensemble ou d'une partie d'un SNCA  
(les étapes peuvent être itératives)



## ANNEXE 2 : CONTENU D'UN DOCUMENT DE RECONNAISSANCE D'ÉQUIVALENCE

[Adapté de l'annexe A des directives CXG 34-1999]

**Note** : le libellé exact variera selon que la reconnaissance d'équivalence est un accord de coopération entre les autorités compétentes concernées ou un accord relevant d'un traité entre les gouvernements des deux pays.

Les informations suivantes pourront, le cas échéant, être incluses :

- a) **Titre** : Le nom donné à l'accord/entente peut varier en fonction des préférences et des obligations juridiques des parties.
- b) **Parties/Participants** : Nom des entités concluant l'accord/entente.
- c) **Objectif** : Brève description de l'objectif spécifique de l'accord/entente.
- d) **Champ d'application** : Identification des produits et des mesures faisant l'objet de l'accord/entente.
- e) **Définitions** : Définition des termes utilisés dans l'accord/entente, selon les besoins. Dans la mesure du possible, on utilisera les définitions de l'OMC et du Codex.
- f) **Principes** : Principes convenus collectivement qui s'appliqueront à l'administration de l'accord/entente.
- g) **Reconnaissance de l'équivalence** : Déclaration des mesures spécifiées, du SNCA ou de sa partie pertinente qui ont été jugés équivalents et incidence sur les exigences commerciales pour le pays exportateur concernant les produits/mesures couverts par l'accord.
- h) **Dispositions/intentions administratives** : Description détaillée des intentions et des responsabilités spécifiques de chaque participant en ce qui concerne la mise en œuvre et le maintien de l'accord/entente. Celles-ci peuvent comprendre, par exemple :
  - i. **Modes de liaison**
  - ii. **Échange d'informations**
  - iii. **Dispositions concernant les réunions et les consultations**
  - iv. **Audit et vérification**
  - v. **Dispositions en matière de notification**
  - vi. **Critères de réévaluation**
- i) **Mesures d'urgence** : Dispositions en matière de notification et de coopération qui s'appliqueront si l'une des parties ou l'un des participants doit adopter une mesure d'urgence.
- j) **Révision, modification et résiliation** : Méthodes à utiliser pour réviser, modifier et résilier l'accord/entente.
- k) **Entrée en vigueur** : Date d'entrée en vigueur des dispositions de l'accord/entente.
- l) **Panneau de signature** : Dates, signatures, noms, titres et pays/autorité compétente engageant les gouvernements ou les autorités compétentes à respecter l'accord/entente.